

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
12 avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 06/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS ACTIV MEDICAL DISPOSABLES (AMD)

Domaine de la Clotte
30250 Salinelles

Références : 639-2025
Code AIOT : 0028200031

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement SAS ACTIV MEDICAL DISPOSABLES (AMD) implanté Parc d'activités de la Chênaie Rue Pablo Picasso 62320 Rouvroy. L'inspection a été annoncée le 21/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a jugé pertinent de réaliser une inspection à l'issue d'une réunion de travail menée sur site pour finaliser la procédure d'instruction d'un dossier déposé en préfecture en février 2025 concernant un projet d'extension du site.

Ce projet porte principalement sur la mise en service de quatre nouvelles lignes de fabrication qui porteront la capacité de production de 192 t/j à 250 t/j, et sur la construction d'un bâtiment d'entreposage des produits finis d'une emprise au sol d'environ 9 900 m² prévue côté Sud du site, en mitoyenneté du bâtiment existant. A noter entre autres qu'est prévue, en limite Est du site, la création d'un bassin d'infiltration pour le tamponnement des eaux pluviales qui seront collectées en toiture du bâtiment en projet.

L'inspection menée le 28/11/2025 avait pour principale finalité d'examiner la configuration des réseaux et leur gestion avant le démarrage des travaux d'extension.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS ACTIV MEDICAL DISPOSABLES (AMD)
- Parc d'activités de la Chênaie Rue Pablo Picasso 62320 Rouvroy
- Code AIOT : 0028200031
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur le site industriel qu'elle exploite parc d'activités de la Chênaie à ROUVROY, la Société AMD emploie 130 salariés et produit des protections d'hygiène à usage unique pour l'incontinence adulte.

Les 8 lignes de fabrication en service lui permettent de produire plusieurs grands types de protections: alèses, changes anatomiques, pant ou pull up, changes complets, commercialisées sous environ 600 références produits.

Leur élaboration se fait par un assemblage à sec de différents matériaux, sans modification chimique de leur nature: fibres de cellulose (par défibrage à sec de la pâte à papier), fibres de polyester, super absorbant (micro-granulés de polyacrylate), films de polypropylène et polyéthylène constituant respectivement les faces interne et externe des protections, colle «hot melt» mise en œuvre à une température inférieure à 150°C.

Sur le plan administratif, les activités et installations du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 30/12/2014.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point de contrôle n°1	Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 4.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Point de contrôle n°2	Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 4.3.5.1.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Point de contrôle n°4	Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 7.6.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Point de contrôle n°3	Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 4.3.10.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis sur site le 28/11/2025 concernant les réseaux et leur gestion n'ont pas mis en évidence de non-conformités significatives. Au regard des prescriptions des articles 4.2.2 et 4.3.5.1 de son arrêté d'exploitation du 30/12/2014, AMD sera néanmoins tenue d'une part de mettre à jour le plan des réseaux existants et ouvrages associés, et d'autre part de compléter la procédure relative à l'installation de relevage par une description de son principe de fonctionnement. Par ailleurs, il devra justifier :- du respect d'asservissement de l'installation de relevage à la détection incendie (coupure automatique des pompes de relevage) et de la présence d'un dispositif opérationnel type coup de poing, non visualisé au niveau du coffret électrique associé à cette installation de relevage.

- de l'entretien des abords du bassin aménagé en limite Nord-Est du site pour le tamponnement des eaux pluviales de ruissellement sur voiries et parkings.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point de contrôle n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 4.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.2.2. Plan des réseaux</p> <p>Un schéma de tous les réseaux (eaux potables, eaux usées, eaux pluviales) et un plan de récolement desdits réseaux sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) • les secteurs collectés et les réseaux associés

- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

Plan disponible, présenté à l'Inspection le jour du contrôle : plan de masse phase D.O.E. à l'échelle 1/500 en date du 19/11/2014 sur lequel est représenté le "principe des réseaux divers".

L'examen du plan met en évidence les éléments suivants :

- réseau de collecte des eaux usées / eaux vannes, permettant de les diriger vers le point de rejet au réseau d'assainissement en façade avant du site, rue Picasso ;

- collecte des eaux pluviales de toitures pour partie vers l'ancien bassin de réserve d'eau incendie, côté Ouest du site, bassin doté d'une surverse vers une noue d'infiltration ;

- eaux pluviales de ruissellement sur voiries dirigées vers le bassin de tamponnement (à fond étanche et berges végétalisées) aménagé côté Nord-Est du site, doté d'un relevage vers un séparateur d'hydrocarbures. Les effluents ainsi traités sont rejetés dans une noue d'infiltration (noue sur le domaine public en façade avant du site, côté Est).

Ce plan est cohérent dans son ensemble mais doit faire l'objet de plusieurs mises à jour (liste ci-dessous non exhaustive) :

- le bassin étanche côté Ouest, alimenté par une partie des eaux pluviales de toitures (bassin vu sur site) n'est plus à usage de réserve d'eau incendie ;

- une partie de réseau EU/EV matérialisée sur plan n'est pas effective en raison de l'absence de réalisation des bureaux qui avaient été prévus en façade de site ;

- la noue en limite sud du terrain, dans sa configuration actuelle (partie du site concernée par le projet d'extension) ne semble pas avoir été réalisée telle que repérée sur plan (était prévue une noue de tamponnement et d'infiltration avec trop-plein vers tranchée drainante créée côté Est du site).

Une mise à jour du plan des réseaux existants, ouvrages associés, équipements connexes..., en parfaite cohérence avec la réalité du terrain, est requise. Un justificatif de réalisation de cette action corrective sera produit ; il pourra s'agir de l'envoi à l'Inspection d'un exemplaire du plan des réseaux mis à jour.

Le cas échéant, la création du nouveau plan des réseaux du site requise dans le cadre du projet d'extension du site côté Sud (projet mentionné dans le paragraphe 1- "contexte" du présent

rapport) pourra être mise à profit pour répondre à cette demande d'actualisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Point de contrôle n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 4.3.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.3.5.1. Identification des effluents</p> <p>Les effluents du site sont :</p> <p><u>Rejet n° 1</u> : Les eaux pluviales de toitures :</p> <p>Elles sont collectées puis dirigées vers un bassin d'infiltration végétalisé d'une capacité de 275 m³ (dimensionné sur la base d'un orage décennal)) intégré au traitement paysager du site.</p> <p><u>Rejet n° 2</u> : Les eaux pluviales de voiries et parking :</p> <p>Elles sont collectées puis dirigées vers un bassin étanche à berges végétalisées d'une capacité de 930 m³ dont l'émissaire est dirigé vers une station de relevage de 3,5l/s en aval de laquelle on trouve un séparateur à hydrocarbures. Le rejet de ce séparateur s'effectue dans la noue du domaine public en respectant le débit de fuite.</p> <p>Le bassin de tamponnement des eaux pluviales de voiries a été dimensionné pour l'orage décennal. Il a également été dimensionné pour permettre la récupération d'une partie des eaux d'extinction en cas d'incendie, l'autre partie étant confinée à l'intérieur de l'ensemble des bâtiments A, B et C par la mise en place d'un dallage arasé des seuils d'accès.</p> <p>La station de relevage de ce bassin fait office de vanne de barrage, elle peut être actionnée soit manuellement, soit automatiquement par asservissement sur l'alarme incendie.</p> <p>L'emplacement de la vanne susvisée est clairement identifié sur l'ensemble des plans servant à la prévention des pollutions et à l'intervention des Services d'Incendie et de Secours. Une signalétique claire permet également l'identification de cette vanne sur site.</p>

L'exploitant établit une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, fixant les modalités de fonctionnement, d'entretien et de surveillance du bon fonctionnement de l'ensemble de la vanne.

Les justificatifs liés à ces contrôles sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Rejet n° 3 : Les eaux domestiques :

Les effluents domestiques sont collectés par le réseau d'eaux usées de l'usine qui se raccorde sur le réseau d'assainissement de la ville de Rouvroy aboutissant à la station d'épuration urbaine d'Hénin-Beaumont.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Constats :

Vus sur site :

- bassin étanche de collecte partielle des eaux pluviales de toitures en limite Ouest du site (a priori, bassin destiné initialement à constituer une partie de la réserve d'eau incendie). Il n'a plus cette vocation depuis la mise en place d'une bâche incendie de 240 m³ à l'extrémité Nord-Ouest du site. Un dispositif de trop-plein permet de diriger les eaux excédentaires de ce bassin vers une tranchée drainante longeant la limite Ouest du site.

- bassin de tamponnement des eaux pluviales de ruissellement sur voiries et parkings.
Ce bassin doit faire l'objet d'un entretien : en particulier, il a été observé une végétation haute et dense aux abords, l'absence de dégagement et de visibilité des canalisations d'alimentation (au nombre de deux d'après le plan). A noter que le point de rejet dans le bassin par l'une des canalisations qui a pu néanmoins être discernée est partiellement obstrué : une intervention de curage s'avère nécessaire ; **l'exploitant devra justifier à l'Inspection de la réalisation effective de l'opération d'entretien du bassin (abords et points de rejet).**

Documents consultés à la demande de l'Inspection :

1- justificatif de nettoyage, d'entretien et de contrôle de bon fonctionnement du poste de relevage : intervention réalisée le 31/10/2025 par la société SARP Nord - HARNES (groupe VEOLIA). Ainsi que prescrit, l'installation de relevage doit faire l'objet d'une procédure. Le document n'a pu être consulté le 28/11/2025 ; l'Inspection a demandé à ce qu'il lui soit communiqué.

L'exploitant a transmis par mail du 16/12/2025 une procédure de test et maintenance du dispositif de relevage qu'il a lui-même réécrite en totalité le 11/12/2025 : cette procédure prévoit à fréquence mensuelle :

- des vérifications de l'installation avant essais (propreté de la cuve, coffret électrique, positionnement des sélecteurs et voyants),
 - des essais de chacune des deux pompes de relevage en modes manuel et automatique.
- Elle précise également les modalités d'entretien annuel ; y est joint en annexe un registre des essais et des commentaires issus des vérifications.

L'Inspection a noté que le document ne comprenait pas de description technique du fonctionnement de l'installation (modalités de fonctionnement en situation normale, en situation dégradée et accidentelle). **La procédure devra donc être complétée par une partie descriptive apportant entre autres toutes précisions utiles sur le respect de l'exigence réglementaire d'asservissement du relevage à la détection incendie** (voir point de contrôle n°4 ci-après). **L'action corrective sera justifiée par l'envoi à l'Inspection d'une version révisée de la procédure.**

2- justificatif de pompage (volume estimé à 1 m3) et nettoyage du séparateur d'hydrocarbures : intervention également réalisée le 31/10/2025 par la société SARP Nord - HARNES.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Point de contrôle n°3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 4.3.10.

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Article 4.3.10. CONTRÔLES ANNUELS

Afin de vérifier les dispositions visées ci-dessus, l'exploitant doit procéder au moins une fois par an à un prélèvement, mesures et analyses par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministère chargé de l'Environnement).

Ces résultats doivent être transmis, dans le mois suivant les contrôles, à l'inspection des installations classées accompagnés de commentaires sur les causes de dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a pu justifier des résultats d'analyses obtenus sur le dernier prélèvement effectué en sortie du séparateur d'hydrocarbures à la date du 28/11/2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prélèvement effectué par les soins de l'exploitant le 23/12/2024 ; - analyses confiées au laboratoire SOCOR : pour tous les paramètres analysés (pH, azote Kjeldahl, DCO, DBO₅, MES, Hydrocarbures, Pb et Zn), les résultats n'ont mis en évidence aucune anomalie au regard des valeurs de qualité de référence pour un rejet au milieu naturel. <p>Les constats réalisés sur site amènent l'Inspection à demander à l'exploitant qu'il justifie, par l'intermédiaire d'un laboratoire préleveur, de la possibilité de réaliser des prélèvements en sortie du séparateur d'hydrocarbures dans des conditions satisfaisantes : regard avant rejet ou directement au point de rejet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à ce que le prochain contrôle soit intégralement réalisé par un laboratoire agréé (prélèvement et analyses).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Point de contrôle n°4

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 7.6.2.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques technologiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.6.2.2. Dispositions particulières</p> <p>Construire un bassin de rétention déporté d'un volume total en accord avec les caractéristiques de danger des produits entreposés et avec les débits moyens de lutte contre l'incendie susceptibles d'être mis en œuvre.</p> <p>Le volume de rétention minimal nécessaire est de 1 228 m³. Il se répartit de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> * rétention intra-muros : 300 m³ à l'intérieur de l'ensemble des bâtiments A/A+, B et C/C+ constituée par la mise en place d'un dallage arasé à -0,10 m des seuils d'accès de plain-pied ; * le bassin de rétention : 930 m³ rendu étanche par l'arrêt de la station de relevage le mettant en relation avec la noue sur le domaine public. <p>La station de relevage doit être asservie à la détection incendie intra-muros pour garantir le confinement des eaux d'extinction. L'armoire de commande de la station de relevage installée à proximité de celle-ci doit être équipée d'un coup de poing de sécurité pour disconnecter la station en cas d'incendie non détecté et doit être accessible aux services de secours.</p> <p>Les eaux doivent s'écouler dans ces rétentions par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.</p>

Le réseau d'eaux pluviales de voiries est isolé grâce à une vanne manuelle, repérée, accessible et VISIBLE en tout temps par les sapeurs pompiers. Elle est automatique et asservie à l'installation d'extinction automatique afin d'éviter tout risque d'infiltration d'eaux polluées.

Les eaux confinées doivent ensuite être traitées pour être rejetées conformément aux dispositions du titre 4 du présent arrêté. A défaut, ces eaux seront évacuées pour être éliminées comme déchet dans une filière dûment autorisée à cet effet.

Constats :

Lors de la visite sur site du 28/11/2025, l'ouverture du coffret électrique présent à proximité du bassin de tamponnement des eaux pluviales de ruissellement sur voiries et parkings a pu laisser supposer l'existence d'un asservissement de la pompe de relevage à la détection ou à l'alarme incendie : ce point n'a toutefois pas pu être techniquement précisé et justifié à l'Inspection.

La procédure évoquée au point de contrôle n°2 (document établi par l'exploitant le 11/12/2025) n'apporte pas de description technique du fonctionnement de l'installation (en particulier, arrêt automatique ou non de l'installation de relevage en cas de détection incendie).

L'exploitant devra apporter tous les éléments d'appréciation techniques et justificatifs correspondants s'agissant du sectionnement automatique en cas de détection incendie, et de la présence effective d'un dispositif opérationnel type coup de poing (non visualisé au niveau du coffret électrique).

La partie descriptive du fonctionnement de l'installation de relevage à rédiger dans la procédure susvisée du 11/12/2025, objet de l'action corrective au point de contrôle n°2, devra par ailleurs reprendre ces éléments techniques relatifs à l'arrêt automatique des pompes de relevage en cas de sinistre et à la présence d'un dispositif coup de poing.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois